

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 23 janvier 2026

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 26 - 033

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCARA

Zone Industrielle
10700 VILLETTE-SUR-AUBE

Code AIOT : 0005702130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 janvier 2026 dans l'établissement SCARA implanté Zone Industrielle - 10700 VILLETTE-SUR-AUBE. L'inspection a été annoncée le 18 décembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objet l'exercice relatif au plan d'opération interne (POI). De plus, elle visait à vérifier le retour à la conformité du site au regard des mises en demeure échues.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCARA
- Zone Industrielle - 10700 VILLETTE-SUR-AUBE
- Code AIOT : 0005702130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Il s'agit d'un silo classé site à enjeux importants en raison des habitations situées à proximité et classé Seveso seuil bas au titre du stockage de produits phytosanitaires. Ses installations jouxtent un autre site Seveso seuil bas, Cristal Union.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) lors de la précédente inspection	Autre information
1	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4	/	Sans objet
2	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V + APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
3	Dispositions constructives de parois séparatives	AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 4 + APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant,	Levée de mise en demeure
4	Maintenance des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 + APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 23 de l'annexe II + APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
6	Conformité électrique, électricité statique et courants vagabonds	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10 + APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 – article 1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
7	Détection incendie du magasin engrais vrac	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 19 alinéa 1 + APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 – article 1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
8	Propreté des abords des installations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6 + APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 – article 1.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a invité l'inspection des installations classées à participer à l'exercice relatif à la mise en œuvre de son plan d'opération interne. Cet exercice est organisé avec l'aide d'une société spécialisée. L'exercice s'est montré instructif et a démontré la montée en compétences de l'ensemble de l'équipe dirigeante. L'exploitant veillera à ce que de prochains exercices soient joués jusqu'au niveau "terrain".

Par ailleurs, les échéances des mises en demeure en cours étant échues, un point a été réalisé. Les écarts subsistants suite à la l'inspection du 12 septembre 2025 ont été résolus.

Par conséquent, **les arrêtés de mise en demeure n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 et n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 sont levés.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1 ^{er} septembre 2023. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection précédente, l'inspection des installations classées avait demandé à être conviée au prochain exercice POI du site. L'exercice a été organisé par l'exploitant et son prestataire. Il a démontré une montée en compétences et une prise en considération des enjeux du site par l'ensemble des cadres. Le scénario de l'exercice résidait sur le feu d'un engin de manutention à proximité immédiate du stockage d'engrais vrac. L'exercice a permis de mettre en exergue les points positifs et les axes d'amélioration face à la gestion des risques associés.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2025• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.2
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1^{er} janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>

Constats :

Par courriel du 6 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le POI mis à jour au regard des observations émises par l'inspection des installations classées lors de la visite du 12 septembre 2025.

Les modifications apportées ont également fait l'objet de nouvelles observations ou de demandes de précisions de la part de l'inspection des installations classées.

Par courriel du 3 novembre 2025, l'exploitant a intégré les éléments manquants à son POI. Ainsi le document n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Par conséquent, l'article 1.2 de l'arrêté de mise en demeure n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Dispositions constructives de parois séparatives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 4

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2025
- APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.7

Prescription contrôlée :

Les cellules sont séparées par des parois REI120 (coupe-feu 2h). Un retour sous toiture RE30 (pare-flammes de degré 30 min) est en place. Le local de stockage des semences est également constitué de parois REI120 (coupe-feu 2h).

Constats :

Le document d'ouvrage exécuté et le procès-verbal de fin de chantier de la société qui ont réalisé le calorifugeage du magasin approvisionnement ont été transmis à l'inspection des installations classées, via France transfert, le 6 octobre 2025.

Les justificatifs attendus ayant été transmis, l'article 1.7 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Maintenance des équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure• date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2025• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.9
Prescription contrôlée : <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
Constats : <p>Les mesures compensatoires en cas de dysfonctionnement figurent dorénavant au chapitre 6.7 du PDI. Les justificatifs attendus ont été apportés.</p> <p>Par conséquent, l'article 1.9 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 peut être levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 23 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2025• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.10
Prescription contrôlée : <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">• les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;• les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;• les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;• le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;• la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;• s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;

- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

Constats :

Suite à l'inspection du 12 septembre 2025, l'inspection des installations classées avait émis les observations suivantes :

Observations du rapport	Réponse de l'exploitant du 06/10/2025	Réponse de l'exploitant du 03/11/2025
En heures non ouvrées, l'alerte des secours figure avant la levée de doute (p.7 à 9), mais cette organisation est contradictoire avec l'organisation décrite à la page 15, plus cohérente.	Levée de doute à distance, avant appel des secours pour chaque schéma d'alerte	-
Seules 7 personnes sont formées à l'utilisation des extincteurs, aucune ne l'est pour l'utilisation des robinets d'incendie armés (RIA).	-	Formation programmée le 28/11/2025 - convention fournie
Recensement des moyens : sur les plans, la légende est absente. Elle doit être explicite.	Légende précisée	-
Absence des plans et documents prévus au point 1.6.1 : plan des réseaux alimentation et collecte eaux propres, eaux pluviales, vanne, compteurs, secteurs collectées	-	Plan du réseau d'eau chapitre 6.6
Absence des plans et documents prévus au point 3.5 : organisation de chaque cellule à spécifier, a minima 1 photo de chaque cellule ou un plan de la cellule.	-	Chapitre 4.4 du PDI
Préciser le fonctionnement du système d'extinction automatique «les secours peuvent se brancher en direct sur le circuit des cellules »	-	Annexe 7.7
Intégrer au PDI la consigne relative au démarrage manuel du système d'extinction automatique et le justificatif relatif à son dimensionnement.	Manque consigne relative au démarrage manuel du système d'extinction automatique	Chapitre 2.1
	Justificatif dimensionnement système extinction automatique	-
Décrire le fonctionnement du dispositif de rétention : La pompe de relevage est-elle par défaut arrêtée ? Qui vérifie qu'elle est bien à l'arrêt lors d'un incident ? Le cas échéant, où rejette-t-elle ?	-	Chapitre 4.4
Anticiper le fonctionnement en marche dégradée et la remise en état de fonctionnement : il est juste fait référence au contrat avec le prestataire ATRISC ; ce qui est insuffisant. Exemple : contrôle de la structure de silo avec pré-identification de prestataires compétents, vidange des eaux d'extinction, ...	Le fonctionnement en marche dégradée et la remise en état de l'environnement ont été complétés au chapitre 4.9 du POI (pages 150 à 153).	-
p.140 pdf : Accord écrit Cristal Union du 17/06/2010 - à joindre en annexe	L'accord avec Cristal Union nous autorisant à nous raccorder sur leurs poteaux incendie ne pouvant être retrouvé, et notre ressource en eau étant désormais suffisante, celui-ci a été retiré du POI.	-

Premiers prélèvements environnementaux : mention du contrat d'assistance, dossier intégré dans le POI, qui déclenche cette action ?

Préciser dans les fiches réflexes les actions liées à la gestion du prélèvement et de l'analyse des eaux d'extinction.

Les prélèvements environnementaux sont contractualisés. En plus des prélèvements de rejets atmosphériques, nous avons établi une convention avec le laboratoire Aquanalyse pour analyser les eaux d'extinction et de nappe si besoin. Cette convention est décrite au chapitre 4.8 du POI (p149). La convention sera envoyée via France transfert. Ces prélèvements seront demandés par le DOI, ces actions sont notées dans les fiches réflexe du POI (p49 et 57).

-

Le plan accès inclut les voies d'accès au site, mais il faut aussi intégrer les lieux d'accès aux bâtiments

Les portes d'accès aux bâtiments sont bien notées sur les plans du PDI.

-

Les compléments apportés répondent aux points en suspens. Par courriel du 8 janvier 2026, l'exploitant a transmis les attestations de formation à l'utilisation des RIA.

L'inspection des installations classées n'a plus d'observations sur le contenu de ce document. Ainsi l'article 1.10 de l'arrêté de mise en demeure n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Conformité électrique, électricité statique et courants vagabonds

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2025• APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 – article 1.1
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Ont été transmis par courriel du 03/11/2025 les rapports BUREAU VERITAS relatifs à l'électricité statique et aux courants vagabonds, qui concluent à une absence d'observation :</p> <ul style="list-style-type: none">• n°7793681/68/4 du 12/10/2025 pour le silo BRIANT 1• n°7793681/69/4 du 13/10/2025 pour le silo BRIANT 2• n°7793681/70/4 du 13/10/2025 pour le silo BRIANT 3• n°7793681/71/4 du 13/10/2025 pour le silo BRIANT 4• n°7793681/72/4 du 13/10/2025 pour le silo BRIANT 5• n°7793681/73/4 du 13/10/2025 pour le silo DEMAY 1• n°7793681/74/4 du 13/10/2025 pour le silo DEMAY 2 <p>Par ailleurs, les rapports Q18 de vérification des installations électriques du 13/10/2025 ont été transmis par courriel du 04/11/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Pour les silos BRIANT 1, BRIANT 2, BRIANT 3, BRIANT 5, DEMAY 1 et le poste HT, pour le magasin appro et pour les séchoirs, il est conclu que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.• Pour le silo BRIANT 4, un risque d'incendie et d'explosion existe. Toutefois la non-conformité est signalée pour la première fois (empoussièrement).• Pour le silo DEMAY 2, un risque d'incendie et d'explosion existe. La problématique d'empoussièrement avait déjà été signalée précédemment (2 NC) et les 2 autres non-conformités soulevées le sont pour la première fois (remplacer un différentiel défectueux).

Par courriel du 8 janvier 2026, l'exploitant a transmis les rapports Q18 des silos BRIANT 4 et DEMAY 2 annotés par la maintenance avec la date de réalisation des travaux et le nom de l'agent les ayant réalisés. Les 5 écarts ont été traités.

Par conséquent, l'article 1.1 de l'arrêté de mise en demeure n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Détection incendie du magasin engrais vrac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 19 alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels, Explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/10/2025
- APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 – article 1.4

Prescription contrôlée :

Le « magasin engrais » est équipé d'une détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de gaz, reliée à une alarme. La position de ces détecteurs et les seuils de détection sont réglés de façon à permettre une détection efficace, la plus précoce possible.

Constats :

Suite à la visite du 12 septembre 2025, il était demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un document de son prestataire, confirmant l'opérationnalité du report d'alarme incendie protégeant le hangar stockant des engrais en vrac.

L'attestation du prestataire et le rapport de vérifications des installations ont été transmis via FranceTransfert le 6 octobre 2025.

Par conséquent, l'article 1.4 de l'APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Propreté des abords des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 – article 1.5
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).</p>
Constats : <p>L'état d'entretien et de propreté des abords des installations n'appelle plus d'observations de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Par conséquent, le point 1.5 de l'arrêté de mise en demeure n° PCICP2025071-0002 du 12 mars 2025 peut être levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure